



ORDONNANCE DE POLICE

LA BOURGMESTRE,

Vu la Nouvelle Loi Communale, et notamment les articles 85, 134, § 1^{er} et 135, § 2 ;

Vu la Loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique;

Vu l'Arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19;

Considérant que la campagne officielle de vaccination contre la COVID-19 entreprise le 5 janvier 2021 a permis d'assurer la vaccination d'un nombre croissant de personnes ; qu'il ressort des chiffres publiés par Sciensano qu'au 24 septembre 2021, la couverture vaccinale en Région de Bruxelles-Capitale s'élevait à un taux de 54,06 % de la population pour les personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin, et à 51,31 % pour les personnes entièrement vaccinées ;

Considérant que l'objectif de vaccination globale pour atteindre l'immunité collective, initialement fixé à un taux de 70 % par les autorités, est actuellement remis en question en raison de l'apparition de variants plus contagieux, dont la variant Delta ; que certains infectiologues estiment actuellement qu'une protection idéale de groupe nécessite un taux de vaccination de l'ordre de 80 à 90 % ;

Considérant que la propagation du coronavirus est en augmentation au sein de la population bruxelloise ; que selon les chiffres publiés par Sciensano, 3.182 nouveaux cas positifs ont été dépistés en Région de Bruxelles-Capitale durant la semaine du 14 au 20 septembre 2021, ce qui représente une diminution de 7 % des contaminations par rapport à la semaine antérieure ;

Considérant que si la situation sanitaire actuelle permet que les réunions physiques des organes communaux puissent être reprises de manière progressive, celles-ci doivent cependant être organisées avec un haut degré de prudence et de précaution ;

Considérant que l'article 85 de la Nouvelle Loi communale autorise désormais l'organisation de réunion mixte, à la fois physique et virtuelle, pour ce qui concerne le Conseil communal ; que ces réunions mixtes se déroulent selon les modalités prévues pour les réunions tenues de manière virtuelle ;

Considérant que dans le but de lutter contre la propagation de la COVID-19, il y a lieu de déterminer les conditions d'accès à la salle dans laquelle se tiendra la séance du Conseil communal ; qu'il est envisageable d'en autoriser l'accès à tout membre du Conseil communal intégralement vacciné ou rétabli de la maladie, en veillant également à ce que les gestes-barrières et les mesures de protection soient appliquées (port du masque lors des déplacements dans la salle, distance suffisante, distribution de gel désinfectant, et ventilation suffisante du local) ; qu'à cet égard, le Certificat européen COVID-19, qui peut être rapidement téléchargé

par toute personne vaccinée sur le site internet « *Covidsafe.be* » ou son application officielle, permet d'établir de manière fiable la vaccination ou le rétablissement de son titulaire, s'il souhaite participer à la réunion physique ;

Considérant que les séances du Conseil communal se dérouleront donc de manière virtuelle ; que les conseillers communaux qui le souhaitent pourront cependant participer à la réunion physique moyennant le respect des conditions fixées pour l'accès à la salle ; qu'il en ira de même des habitants de la Commune qui ont introduit une interpellation au sens de l'article 89 *bis* de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu d'autoriser l'accès au public à la réunion physique, ceci afin d'éviter un rassemblement trop important de personnes dans la salle, qui rendrait difficile, voire impossible, la mise en place et le respect des mesures de protection ; que la séance publique sera diffusée en temps réel sur le site de la Commune, conformément à l'article 85 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant, par contre, qu'à défaut de dispositions légales spécifiques permettant l'organisation de réunions mixtes, la tenue virtuelle des réunions reste applicable pour les organes suivants :

- Les commissions et les conseils consultatifs communaux
- Le Conseil de police
- Le Conseil de l'action sociale, le bureau permanent et les comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean

Considérant que ces mesures particulières sont nécessaires afin de préserver la santé publique et d'éviter une propagation encore plus importante du virus ;

ORDONNE

Article 1 :

Les séances des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du Conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean auront lieu de manière virtuelle jusqu'au 31 octobre 2021 inclus.

Article 2 :

Les séances du Conseil Communal auront lieu de manière mixte, à la fois virtuelle et physique, jusqu'au 31 octobre 2021 inclus ;

- Les conseillers communaux qui ne souhaitent pas participer à la réunion virtuelle devront :
 - o Communiquer au Secrétariat communal, par courriel avant la date indiquée dans la convocation, leur volonté de participer à la réunion physique et leur Certificat européen COVID-19, qui peut être rapidement téléchargé par toute personne vaccinée sur le site internet « *Covidsafe.be* » ou son application officielle, afin d'établir leur pleine vaccination ou leur rétablissement de la maladie ;
 - o Respecter la distanciation sociale lors de la séance ;

- Porter un masque couvrant la bouche et le nez pour tout déplacement dans la salle ;
- Les habitants de la Commune qui ont introduit une interpellation conformément à l'article 89 *bis* de la Nouvelle Loi communale pourront également, s'ils le souhaitent, participer à la réunion physique moyennant le respect des mêmes conditions que celles fixées pour les conseillers communaux. Les membres du personnel communal présents sur place devront également satisfaire aux mêmes conditions ;
- L'accès à la réunion physique est interdit au public. La séance publique sera diffusée en temps réel sur le site de la Commune, conformément à l'article 85 de la Nouvelle Loi communale.

Article 3 :

La rédaction d'un procès-verbal complet des séances virtuelles.

Article 4:

La zone de police Bruxelles-Ouest est chargée de l'exécution de la présente ordonnance. Elle agira conformément à la loi sur la fonction de police.

Article 5:

La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement et sera communiquée sur le champ au Conseil communal et présentée à sa prochaine séance pour confirmation.

Article 6 :

Un recours en annulation contre la présente Ordonnance peut être introduit devant le Conseil d'Etat. La requête en annulation motivée doit être envoyée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique (via la rubrique e-Procédure sur le site Internet <http://www.raadvst-consetat.be>), dans les soixante jours de la sa publication.

Fait à Molenbeek-Saint-Jean, le 1 octobre 2021,

La Bourgmestre,



Catherine MOUREAUX

GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK



POLITIEVERORDENING

DE BURGEMEESTER,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 85, 134, § 1 en 135, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 betreffende noodmaatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Overwegende dat de officiële vaccinatiecampagne tegen COVID-19 die op 5 januari 2021 van start is gegaan, het mogelijk heeft gemaakt een toenemend aantal mensen te vaccineren; dat uit de door Sciensano gepubliceerde cijfers blijkt dat de vaccinatiegraad in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 24 september 2021 54,06% van de bevolking bedroeg voor de mensen die ten minste één dosis vaccin hebben gekregen, en 51,31% voor de mensen die volledig zijn gevaccineerd ;

Overwegende dat de doelstelling van een algemene vaccinatie om een collectieve immuniteit te bereiken, die aanvankelijk door de autoriteiten op 70% was vastgesteld, thans op losse schroeven wordt gezet door het verschijnen van meer besmettelijke varianten, waaronder de Delta-variant; dat sommige infectiologen thans schatten dat voor een ideale collectieve bescherming een vaccinatiegraad in de orde van grootte van 80 à 90% nodig is;

Overwegende dat de verspreiding van het coronavirus onder de Brusselse bevolking toeneemt; dat volgens de door Sciensano gepubliceerde cijfers in de week van 14 tot en met 20 september 2021 in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 3.182 nieuwe positieve gevallen zijn vastgesteld, wat neerkomt op een afname van 7% van de besmettingen ten opzichte van de voorgaande week;

Overwegende dat indien de huidige sanitaire situatie de geleidelijke hervatting van de fysieke bijeenkomsten van de gemeentelijke organen mogelijk maakt, moeten deze echter met grote omzichtigheid en voorzorg worden georganiseerd;

Overwegende dat artikel 85 van de nieuwe gemeentewet voortaan de organisatie van gemengde vergaderingen toestaat, zowel fysiek als virtueel, voor zover het de gemeenteraad betreft; dat deze gemengde vergaderingen worden gehouden volgens de procedures die zijn vastgesteld voor vergaderingen die virtueel worden gehouden ;

Overwegende dat het, om de verspreiding van COVID-19 tegen te gaan, noodzakelijk is de voorwaarden vast te stellen voor de toegang tot de zaal waarin de gemeenteraadszitting zal worden gehouden; dat het mogelijk is om toegang tot de ruimte te verlenen aan elk volledig gevaccineerd lid van de gemeenteraad, waarbij er tevens op wordt toegezien dat barrière- en beschermingsmaatregelen worden toegepast (dragen van een masker bij verplaatsing in de ruimte, voldoende afstand, het beschikbaar stellen van ontsmettingsgel, en voldoende ventilatie van de ruimte); dat in dit verband het Europese COVID-19-certificaat, dat door elke gevaccineerde snel kan worden gedownload op de website "Covidsafe. be" website of de

officiële applicatie ervan, kan worden gebruikt om op betrouwbare wijze de vaccinatie van de houder ervan vast te stellen, indien hij of zij aan de fysieke bijeenkomst wenst deel te nemen;

Overwegende dat de zittingen van de Gemeenteraad dus virtueel zullen plaatsvinden; dat de Gemeenteraadsleden die dat wensen niettemin aan de fysieke zitting kunnen deelnemen, mits de voorwaarden voor toegang tot de zaal worden gerespecteerd; dat hetzelfde zal gelden voor de inwoners van de Gemeente die een interpellatie hebben ingediend in de zin van artikel 89 bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat er geen reden is om het publiek toegang te geven tot de fysieke vergadering, om te voorkomen dat er te veel mensen in de zaal samenkomen, waardoor het moeilijk, zo niet onmogelijk zou worden om de beschermingsmaatregelen in te stellen en na te leven; dat de openbare vergadering in real time zal worden uitgezonden op de website van de gemeente, overeenkomstig artikel 85 van de nieuwe gemeentewet;

Bij ontstentenis van specifieke wettelijke bepalingen die de organisatie van gemengde vergaderingen toestaan, blijft het virtueel houden van vergaderingen daarentegen van toepassing voor de volgende organen:

- De Commissies en gemeentelijke adviesraden ;
- De politieraad ;
- De Raad voor Maatschappelijk welzijn, het vaste bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jan Molenbeek ;

Overwegende dat deze bijzondere maatregelen noodzakelijk zijn om de volksgezondheid te beschermen en een verdere verspreiding van het virus te voorkomen;

BEVEELT :

Artikel 1:

De zittingen van de Commissies en gemeentelijke adviesraden, de politieraad, de Raad voor Maatschappelijk welzijn, het vaste bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jan Molenbeek zullen plaats vinden op virtuele wijze tot en met 31 oktober 2021.

Artikel 2 :

De zittingen van de Gemeenteraad zullen op gemengde wijze doorgaan, zowel virtueel als fysiek, tot en met 31 oktober 2021;

- De gemeenteraadsleden die niet aan de virtuele vergadering wensen deel te nemen moeten :
 - o Hun wens om de fysieke vergadering bij te wonen en hun Europees certificaat COVID-19 per mail aan het gemeentesecretariaat overmaken vóór de datum die vermeld is op uitnodiging van de gemeenteraad;
 - o Sociale afstand nemen tijdens de vergadering;
 - o Een mondkapje dragen dat de mond en neus bedekt voor elke verplaatsing in de zaal ;
- De inwoners van de gemeente die een interpellatie hebben ingediend overeenkomstig artikel 89 bis van de Nieuwe Gemeentewet kunnen, indien zij dit wensen, eveneens deelnemen aan de fysieke vergadering onder dezelfde

voorwaarden als deze voorzien voor de gemeenteraadsleden. De aanwezige gemeentelijke personeelsleden ter plaatse moeten tevens voldoen aan dezelfde voorwaarden ;

- De toegang tot de fysieke bijeenkomst is verboden voor het publiek. De openbare vergadering zal in real time worden uitgezonden op de website van de gemeente, in overeenstemming met artikel 85 van de nieuwe gemeentewet

Artikel 3 :

Het opstellen van volledig proces-verbaal van de virtuele vergaderingen.

Artikel 4:

De politiezone Brussel-West is belast met de uitvoering van deze verordening. Zij handelt in overeenstemming met de wet op de politieambt

Artikel 5:

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking en wordt onverwijld ter kennis van de gemeenteraad gebracht en op zijn eerstvolgende vergadering ter bekrachtiging voorgelegd.

Artikel 6:

Bij de Raad van State kan beroep tot nietigverklaring van deze verordening worden ingesteld. Het met redenen omklede verzoekschrift tot nietigverklaring moet binnen zestig dagen na de bekendmaking ervan worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel, hetzij per aangetekende brief, hetzij per elektronische procedure (via de rubriek e-procedure op de website <http://www.raadvst-consetat.be>).

Gedaan te Sint-Jans-Molenbeek, 1 oktober 2021,

De burgemeester,



Catherine MOUREAUX



AVIS - BERICHT

La Bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean a pris, en date du 1 octobre 2021, une ordonnance de police concernant :

§1. Les séances des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du Conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean auront lieu de manière virtuelle jusqu'au 31 octobre 2021 inclus.

§2. Les séances du Conseil Communal auront lieu de manière mixte, à la fois virtuelle et physique, jusqu'au 31 octobre 2021 inclus ;

- **Les conseillers communaux qui ne souhaitent pas participer à la réunion virtuelle devront :**
 - **Communiquer au Secrétariat communal, par courriel avant la date indiquée dans la convocation, leur volonté de participer à la réunion physique et leur Certificat européen COVID-19, qui peut être rapidement téléchargé par toute personne vaccinée sur le site internet « *Covidsafe.be* » ou son application officielle, afin d'établir leur pleine vaccination ou leur rétablissement de la maladie ;**
 - **Respecter la distanciation sociale lors de la séance ;**
 - **Porter un masque couvrant la bouche et le nez pour tout déplacement dans la salle ;**

- **Les habitants de la Commune qui ont introduit une interpellation conformément à l'article 89 *bis* de la Nouvelle Loi communale pourront également, s'ils le souhaitent, participer à la réunion physique moyennant le respect des mêmes conditions que celles fixées pour les conseillers communaux. Les membres du personnel communal présents sur place devront également satisfaire aux mêmes conditions ;**

- **L'accès à la réunion physique est interdit au public. La séance publique sera diffusée en temps réel sur le site de la Commune, conformément à l'article 85 de la Nouvelle Loi communale.**

§3. La rédaction d'un procès-verbal complet des séances virtuelles.

Le public peut consulter cette ordonnance par l'envoi d'un e-mail au Service du Secrétariat de la commune de Molenbeek-Saint-Jean à : secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be

De Burgemeester van Sint-Jans-Molenbeek heeft, op datum van 1 oktober 2021, een politieverordening genomen betreffende :

§1. De zittingen van de Commissies en gemeentelijke adviesraden, de politieraad, de Raad voor Maatschappelijk welzijn, het vaste bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jan Molenbeek zullen plaats vinden op virtuele wijze tot en met 31 oktober 2021.

§2. De zittingen van de Gemeenteraad zullen op gemengde wijze doorgaan, zowel virtueel als fysiek, tot en met 31 oktober 2021;

- **De gemeenteraadsleden die niet aan de virtuele vergadering wensen deel te nemen moeten :**
 - o **Hun wens om de fysieke vergadering bij te wonen en hun Europees certificaat COVID-19 per mail aan het gemeentesecretariaat overmaken vóór de datum die vermeld is op uitnodiging van de gemeenteraad;**
 - o **Sociale afstand nemen tijdens de vergadering;**
 - o **Een mondmasker dragen dat de mond en neus bedekt voor elke verplaatsing in de zaal ;**

- **De inwoners van de gemeente die een interpellatie hebben ingediend overeenkomstig artikel 89 bis van de Nieuwe Gemeentewet kunnen, indien zij dit wensen, eveneens deelnemen aan de fysieke vergadering onder dezelfde voorwaarden als deze voorzien voor de gemeenteraadsleden. De aanwezige gemeentelijke personeelsleden ter plaatse moeten tevens voldoen aan dezelfde voorwaarden ;**

- **De toegang tot de fysieke bijeenkomst is verboden voor het publiek. De openbare vergadering zal in real time worden uitgezonden op de website van de gemeente, in overeenstemming met artikel 85 van de nieuwe gemeentewet**

§3. Het opstellen van volledig proces-verbaal van de virtuele vergaderingen.

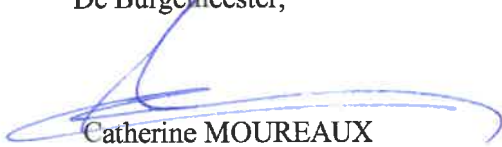
Het publiek mag deze akte consulteren door een mail te versturen naar de dienst Secretariaat van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek via secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be

Molenbeek-Saint-Jean, le 1 octobre 2021.
Sint-Jans-Molenbeek, op 1 oktober 2021.

Par ordonnance
In opdracht
La Secrétaire faisant fonction,
De Waarnemend Secretaris,


Marijke AELBRECHT

La Bourgmestre,
De Burgemeester,


Catherine MOUREAUX